



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 07/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/01/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NANCY COMPOST**

25 rue des 4 fers  
54610 Clémery

Références : 2025\_0361  
Code AIOT : 0006207748

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2025 dans l'établissement NANCY COMPOST implanté Montclos RD 120 54700 Port-sur-Seille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NANCY COMPOST
- Montclos RD 120 54700 Port-sur-Seille
- Code AIOT : 0006207748
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de compostage de déchets (végétaux, boues, biodéchets) et de massification de

déchets recyclages (collecte selective auprès des ménages), bénéficiant d'un arrêté préfectoral d'enregistrement (28/11/2023).

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                      | Autre information |
|----|-----------------------------------|----------------------------------------------|-------------------|
| 1  | rubriques exploitées              | Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 2  | Sans objet        |
| 2  | agrément sanitaire                | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 1  | Sans objet        |
| 3  | implantation                      | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5  | Sans objet        |
| 4  | localisation des risques          | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10 | Sans objet        |
| 5  | résistance au feu                 | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 13 | Sans objet        |
| 6  | moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19 | Sans objet        |
| 7  | maintenance des moyens de lutte   | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 24 | Sans objet        |
| 8  | non conformités du compost        | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31 | Sans objet        |
| 9  | plan des réseaux                  | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39 | Sans objet        |
| 10 | odeurs                            | Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection avait pour objet le récolement de l'arrêté préfectoral d'enregistrement dont bénéficie l'installation depuis le 28/11/2023. La prise en charge de biodéchets n'est pas, à ce jour, effective (lavage de fût et déconditionnement de biodéchets). L'installation ne dispose pas à l'heure actuelle, d'agrément sanitaire pour la mise en œuvre de sous-produits animaux, aussi elle n'incorpore pas de biodéchets dans les composts préparés. L'inspection n'a pas constaté de non-conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : rubriques exploitées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/11/2023, article 2                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, rubriques exploitées                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations classées constituant la plateforme de compostage sont désignées dans le tableau suivant :<br>> rubrique 2780-2-b (compostage de déchets) - capacité 74,9 t/j - régime E ;<br>> rubrique 2783-2 (déconditionnement de biodéchets) - capacité 29,9 t/j - régime DC ; |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| > rubrique 2795-2 (lavage de fûts) - capacité 19,9 m3/j - régime DC ;<br>[...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Constats :</b><br><br>A ce jour les activités déconditionnement de biodéchets (rubrique 2783-2) et de lavage de fût (rubrique 2795-2) n'ont pas démarré.<br>L'exploitant projette l'incorporation de biodéchets dans son process de fabrication de compost d'ici au 2e semestre 2025, avec en particulier le démarrage d'un hygiéniseur, dès obtention de son agrément sanitaire (voir point de contrôle « agrément sanitaire »). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

**N° 2 : agrément sanitaire**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, agrément sanitaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale brute soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2780 après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté [...].<br>Les installations compostant des sous-produits animaux tels que définis par le règlement (CE) n° 1069/2009 doivent respecter les dispositions définies par le dit règlement et obtenir un agrément sanitaire conformément aux prescriptions définies par le ministre chargé de l'agriculture par l'arrêté du 8 décembre 2011 pris en application de l'article L. 226-2 du code rural. Les composts obtenus à partir de sous produits animaux, qu'ils soient mis sur le marché, utilisés pour la fabrication de matière fertilisante ou de support de culture ou épandus, doivent satisfaire aux exigences définies dans ce règlement. » |
| <b>Constats :</b><br><br>A ce jour l'installation ne détient pas d'agrément sanitaire. L'exploitant a déposé une demande en ce sens qui est en cours d'instruction. Il projette l'obtention d'un agrément provisoire d'ici au 2e semestre 2025. Cet agrément provisoire permettrait la prise en charge de SPAN de catégorie 3 (mais pas l'évacuation des composts produits qui devront être stockés sur site jusqu'à l'obtention de l'agrément définitif).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 3 : implantation**

|                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 5                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, implantation                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires [qui constituent la plateforme de compostage] sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site. [...] |

|                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est clôturée sur l'ensemble de son périmètre, l'implantation des aires respecte la prescription en terme d'éloignement aux limites de propriétés.</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                              |

**N° 4 : localisation des risques**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 10</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, localisation des risques</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant recense les zones de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces zones de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphère explosive ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le plan des zones à risque de son installation, dans sa version du 05/05/2023, qui constitue sa dernière mise à jour. Ce plan répond à la prescription, il est affiché sur le local d'accueil en entrée de site.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 5 : résistance au feu**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 13</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Thème(s) :</b> Autre, résistance au feu</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les bâtiments et locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ensemble de la structure a minima R15 ;</li> <li>- parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 ;</li> <li>- toitures et couvertures de toiture de classe et d'indice BROOF (t3). [...]</li> </ul> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation comporte quelques bâtiments, tous sont réalisés en bardage et toiture bac acier qui relève de la norme BROOF T3. L'exploitant a présenté une attestation du constructeur à ce propos (29/01/2025).</p> <p>La prescription est respectée.</p>                                                                                                                                                   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 6 : moyens de lutte contre l'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 19                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, moyens de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'installation est dotée de moyens nécessaires d'alerte des services d'incendie et de secours ainsi que de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :<br>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé implantés de telle sorte que tout point de la limite des tas de matières avant, pendant et après compostage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60m <sup>3</sup> /h pendant une durée d'au moins deux heures. A défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. Si cette dernière n'est pas exclusivement destinée à l'extinction d'incendie, l'exploitant matérialise le volume requis pour assurer la défense contre l'incendie et s'assure de la disponibilité permanente de la réserve d'eau.<br>[...] |
| <b>Constats :</b><br><br>L'installation dispose d'une réserve incendie constituée par un bassin de 3000m <sup>3</sup> équipé de deux cannes DN110 permettant l'aspiration directe dans ce dernier. Le bassin de 3000m <sup>3</sup> sert à la fois au stockage des eaux pluviales (qui y sont versées après collecte dans un autre bassin de la plateforme et épuration) et à la réserve incendie.<br>Le volume d'eau incendie dédié spécifiquement à la réserve incendie est de 600m <sup>3</sup> , l'exploitant a mis en œuvre sur le bord du bassin un repérage qui permet de s'assurer que ce volume est disponible en toute circonstances.<br>La prescription, en ce qui concerne les moyens en eau, est respectée.                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

**N° 7 : maintenance des moyens de lutte**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 24                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, maintenance des moyens de lutte                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place [...].<br>Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté son registre de suivi, dont la dernière mention était l'installation de quatre extincteurs à mousse supplémentaire le 29/01/2025.<br>L'exploitant a produit les rapports de vérification périodique des extincteurs (rapport du 22/11/2024).                                                                           |

|                                       |
|---------------------------------------|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|---------------------------------------|

**N° 8 : non conformités du compost**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 31                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, non conformités du compost                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées [...] les justificatifs relatifs à la conformité de chaque lot de compost aux critères définissant une matière fertilisante. Sur cette base, l'exploitant établit annuellement un bilan des non-conformités et des quantités correspondantes, également tenu à la disposition de ces autorités.                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a été concerné en 2024 par la production de 800t de compost non conformes, du fait d'une teneur trop importante en fluoroanthène dans les boues de l'une des STEP que prend en charge l'exploitant. Les lots produits ont été évacués vers la société SOLVALOR sise avenue du Rhône à SEREZIN (69). Les évacuation ont eu lieu en décembre 2024. L'exploitant a présenté les éléments relatifs à ces évacuations (certificats d'acceptation préalable, bordereaux de suivi des déchets). |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |

**N° 9 : plan des réseaux**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 39                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, plan des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier installation. |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant a présenté le dernier plan des réseaux hydrauliques dont il dispose (version du 05/05/2023). Le document n'appelle pas de remarques de l'inspection. La prescription est respectée.                                                                          |
| Type de suites proposées : Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 10 : odeurs**

|                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/04/2012, article 53                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, odeurs                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>En dehors des cas où l'environnement de l'installation présente une sensibilité particulièrement faible [...] : |

- l'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné à l'article 4 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées ;
- il fait réaliser par un organisme compétent un état des perceptions odorantes présentes dans l'environnement du site avant la mise en route de l'installation (état zéro) [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté son état initial des perceptions odorantes, réalisé le 31/03/2023. Le cahier de conduite des opérations contient 4 opérations qui sont jugées critiques par l'exploitant pour la prévention des nuisances odorantes (réception des déchets SPAN et non SPAN, compostage SPAN et non SPAN). A ce jour l'installation ne prend pas en charge de SPAN (sous produits animaux). L'exploitant a présenté un extrait en date 27/01/2025 du registre relatif aux opérations critiques vis-à-vis des émissions d'odeurs qu'il tient.

Les documents présentés sont conformes à la prescription.

**Type de suites proposées :** Sans suite